

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Troyes, le 12 février 2025

Nos réf. : SAU/CL/SP n° 25-63

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MGG INDUSTRIES**

ZAC des Coteaux - Route de Longueperte  
Lieu-dit de Gratte Grue  
10400 Pont-Sur-Seine

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 décembre 2024 dans l'établissement MGG INDUSTRIES implanté ZAC des Coteaux - Route de Longueperte Lieu-dit de Gratte Grue 10400 Pont-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGG INDUSTRIES
- ZAC des Coteaux - Route de Longueperte Lieu-dit de Gratte Grue 10400 Pont-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MGG INDUSTRIES possède des ateliers spécialisés en :

- injection plastique
- fonderie zamak
- découpage et emboutissage
- découpe laser, jet d'eau et tôlerie à commande numérique
- traitement de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
7	Bilan des rejets	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 9.4.2	Prescriptions complémentaires	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.2.1	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.5.5	Sans objet
3	Prévention de risques	Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.1.1	Sans objet
4	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.2.1	Sans objet
6	Incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.3.3	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de constater que l'activité de la société MGG est en adéquation avec les éléments énoncés dans le porter à connaissances : rapatriement des outils de production du site de Monte à Regret vers le site Gratte Grue.

L'inspection des installations classées constate une augmentation de la puissance électrique totale de l'ensemble des machines. Ceci a un impact sur le risque d'incendie. Aussi, la visite a contrôlé le niveau de maîtrise de la gestion de ce risque par l'exploitant : l'exploitant a formé en 2024 ses personnels à ce risque, et a réalisé un contrôle de ses installations électriques. Cependant, quelques non-conformités mineures sont relevées et il est demandé à l'exploitant un retour à la conformité sur ce point.

L'inspection des installations classées acte par un arrêté préfectoral complémentaire les modifications de l'installation énoncées dans le porter à connaissances d'octobre 2022.

**Par ailleurs, compte tenu de l'évolution et des modifications de l'installation, il est demandé à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire, de réaliser un bilan de conformité de l'installation par rapport aux textes applicables. Pour chacune des non-conformités qui seraient détectées, il conviendra qu'un échéancier volontariste de mise en conformité soit proposé. Ce bilan de conformité est prescrit par arrêté préfectoral.**



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Nature des installations

**Prescription contrôlée :**

N° de la Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques du site après extension	Classement (R.A.)
1111-2.b)	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t.	<u>Chaînes de chromatation-étamage</u> Cuve 7 de 1 900 l Quantité : 1,9 t	A (1 km)
2560-1	Travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Ajout de presses et poinçonneuses pour une puissance totale de 221 kW <b>Puissance totale installée : 692 kW</b>	A (2 km)
2565-2.a)	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraisage, décapage de surfaces, visés par la rubrique 2564, procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 litres.	<u>Chaînes de chromatation-étamage</u> Volume des bains actifs : 29 770 l Volume des bains de rinçage : 21 900 l Volume total : 51 700 l  <u>Chaînes phosphatation-sablage-polissage</u> Volume des bains actifs : 30 000 l Volume des bains de rinçage : 40 500 l Volume total : 70 500 l  <u>Chaînes de zinc 1 400</u> Volume des bains actifs : 17 500 l Volume des bains de rinçage : 7 000 l Volume total : 24 500 l  <u>Chaînes de zinc 3 000</u> Volume des bains actifs : 59 450 l Volume des bains de rinçage : 30 550 l Volume total : 90 000 l  <u>Atelier de traitement global</u> Volume des bains actifs : 136 720 l Volume des bains de rinçage : 100 040 l Volume total des bains : 236 760 l  <b>Volume total au site de la rubrique 2565 : 136 720 litres</b>	A (1 km)
1131-2.c)	Emploi ou stockage de substances et préparations liquides toxiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	<u>Chaînes de chromatation-étamage</u> Cuve 16 et 43 de 1 000 et 770 l Quantité employée : 1,77 t  <u>Stockage</u> Produits liquides étiquetés R23, R24, R25, R39/23/24/25 ou R 48/23/24/25 Quantité stockée : 0,2 t  <b>Quantité Totale : 2 t</b>	D
2564-2	Nettoyage, dégraisage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Une fontaine à solvant de 220 l	DC

### Constats :

En octobre 2022, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet des modifications relatives à la nature des installations. Lors de la visite, l'inspection des installations classées vérifie les installations sur le site, à savoir :

Rubrique 3260 - Traitement de surface :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un synoptique des deux chaînes de traitement de surface : Zn Acide 3000 pour un volume de bains actifs de 59,45 m<sup>3</sup> et Zn Alcalin 1400 pour un volume de bains actifs de 14,8 m<sup>3</sup>.

Les volumes restent inférieurs aux volumes de bains actifs / bains de rinçage pour lesquels l'installation est autorisée. Cette variation s'explique pour la baisse d'activité liée aux traitements de surface.

Rubrique 2560 - Travail mécanique des métaux :

L'inspection des installations classées a constaté la présence de machines d'injection, de parachèvement et de presse. Dans le porter à connaissances, l'exploitant rapporte une puissance de machine installée de 1 037 kW. Ceci est supérieur à la puissance totale pour laquelle l'installation est autorisée. Par ailleurs, le décret 2017-1595, les seuils et régime associés à cette rubrique ont été modifiés : l'installation de travail mécanique des métaux et alliages est désormais au régime de l'enregistrement. Cependant, compte-tenu de l'augmentation de la puissance électrique, et du risque accrue d'incendie, une attention particulière est portée lors de la visite d'inspection au moyen de lutte et de la défense contre les incendies. Il est rappelé que les prescriptions de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent de plein droit aux machines qui ont été ajoutées par l'exploitant depuis sa dernière autorisation.

Rubrique 2564 - nettoyage, dégraissage, décapage de surface par des procédés utilisant des solvants organiques : maintien d'une fontaine à solvant de 220 litres. L'installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2564.

Rubrique 4725.2 - oxygène :

Une quantité de 7 tonnes est susceptible d'être présente sur le site pour approvisionner une machine. L'installation est soumise à déclaration au titre de la rubrique 4725.2. L'exploitant déclare être sous contrat de maintenance avec un prestataire spécialisé dans ce type d'installation fonctionnant oxygène.

Cette modification fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Un porter à connaissance a été déposé en octobre 2022 pour informer l'inspection des installations classées du changement d'exploitant, désormais : MGG Industries remplaçant ACCESS GROUP.  Cette modification fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prévention de risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Inventaire des substances dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"><li>• un synoptique des substances présentes dans les bacs actifs</li><li>• les fiches de données de sécurité des substances présentes sur le site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...].
<b>Constats :</b> Les voies de circulation et d'accès sont bien délimitées et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Elles sont adaptées à la circulation de poids lourds et d'engins des services d'incendie et de secours. Par ailleurs, l'établissement est clôturé sur la totalité son périmètre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées des rapports de contrôle des installations électriques effectués en 2024 (Q18, protection foudre, vérification électrique, vérification de la presse).  Cependant, il en ressort des non-conformités mineures et que le test <i>foudre</i> reste à réaliser.  Compte-tenu de l'enjeu, il est demandé à l'exploitant de réaliser dans les meilleurs délais les actions correctives afin de revenir à la conformité.  Il est proposé de demander la transmission des justificatifs susmentionnés par arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective – arrêté préfectoral
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir, cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis la convention de formation professionnelle continue « Formation évacuation, « Manipulation extincteur RIA et Procédures évacuations des eaux usées » qu'on suivi 5 personnels en mars 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Bilan des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/06/2012, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan décennal des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement. Le bilan est à fournir avant fin 2022 pour la prochaine échéance et ensuite tous les 10 ans suivant cette échéance. [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• une analyse des meilleurs techniques disponibles par référence aux BREF (Best REferences) par rapport à la situation des installations de l'établissement ;</li><li>• des propositions de l'amélioration de la protection de l'environnement par mise en œuvre de techniques répondant aux meilleurs techniques disponibles par une analyse technico-économique. Un échéancier de mise en œuvre permettra de conclure sur ce point le cas échéant ;</li><li>• [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> L'installation est concernée par la directive IED au titre de la rubrique 3260 pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m <sup>2</sup> . L'installation relève du BREF STM d'août 2006 pour lequel les conclusions ne sont pas encore parues. Le dossier de réexamen sera réalisé à la parution des conclusions du BREF STM.  Par arrêté préfectoral, l'exploitant est tenu de réaliser un bilan de fonctionnement avant 2022. le bilan des rejets chroniques et accidentels tel que défini dans l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'a pas réalisé.  Il est proposé de demander la transmission des justificatifs susmentionnés par arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires – arrêté préfectoral complémentaire
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### 3) Instruction du porter à connaissances d'octobre 2022 :

#### Présentation du porter-à-connaissance :

Le Porter-à-Connaissance déposé par l'exploitant vise la modification du nom de l'exploitant et le transfert d'activité vers le site « Gratte-Grue ».

#### Analyse réglementaire :

Les installations du site sont réglementées au titre des installations classées par l'arrêté préfectoral 2012-153\_0004 du 1er juin 2012.

Les installations actuelles relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique 3260 ( anciennement 2565).

#### Rubrique 3260 :

Conformément à l'article L.513-1 du code de l'environnement, la société MGG a sollicité, dans son porter-à-connaissances, le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 3260. L'inspection des installations classées valide cette demande et rappelle que l'établissement est tenu de respecter l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

#### Rubrique 3260 – IED :

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative au traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique, pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>. La société MGG est tenue de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans le document BREF STM. A ce jour, le BREF STM est en cours de révision et les conclusions n'ont pas été publiées. Le réexamen du dossier sera à réaliser dès la parution des conclusions du BREF STM. Toutefois, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral, il est attendu de l'exploitant la réalisation d'un bilan de fonctionnement, ce bilan récapitulant notamment les incidents/accidents qui ont pu survenir et doit réexaminer l'opportunité d'engager, d'ores et déjà, des actions de diagnostic des sols et/ou de dépollution.

#### Rubrique 2560 :

Par ailleurs, la modification apportées à la nomenclature des installations classées par deux décrets au mois de décembre 2013 (décrets n°2013-1205 du 14 décembre et n°2013-1301 du 27 décembre) a modifié la rubrique 2560. La société MGG INDUSTRIES a sollicité, dans son porter-à-connaissances le basculement pour la rubrique 2560. L'inspection des installations classées valide le basculement. Cette installation est donc réglementée, pour les équipements ajoutés depuis l'autorisation initiale, par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant fournira utilement un bilan de conformité à cet arrêté. Il est proposé que cette exigence réglementaire soit encadrée par arrêté préfectoral complémentaire.

#### Caractère substantiel :

Enfin, pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :

*« Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle*

*est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. »*

Le projet ne rentre pas dans le cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées. Afin de statuer sur le caractère substantiel ou non de ce dernier, il est donc nécessaire de déterminer si les modifications demandées sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

#### **Analyse technique :**

Concernant le risque d'incendie, l'exploitant présente un calcul FLUMILOG concluant que le projet et les modifications envisagées n'augmentent pas les dangers pour lesquels l'usine est autorisée. De plus les bâtiments sont suffisamment éloignés entre-eux pour ne pas être dans la zone d'effet domino.

Concernant le risque de pollution chimique, l'activité de traitement de surface est diminuée avec l'arrêt de la chaîne de chromatisation-étamage et l'arrêt de la chaîne de phosphatation-satinage-polissage, le risque de pollution chimique en est ainsi d'autant amoindrie.

#### **Conclusions et propositions de l'Inspection des Installations Classées :**

Il ressort que les modifications sont jugées notables mais non substantielles. Ces modifications nécessitent toutefois d'être complétées, comme proposées dans le présent rapport.

La situation administrative de la société MGG INDUSTRIES est mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire.